

Dans le cadre des 24èmes Controverses Européennes à Bergerac (2018)  
Agriculture et alimentation : mais que fabriquent les prospectives ?

## Après le printemps arabe, quelle nouvelle saison pour les pays méditerranéens ?

Une table ronde avec **Najib Akesbi**, économiste, Institut agrovétérinaire Hassan II, **Omar Bessaoud**, chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, **Pierre Blanc**, enseignant-chercheur en géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, **Mustapha Jouili**, du laboratoire d'économie rurale de l'Inra Tunis, **Moulay Lâarabi el Hachimi**, président directeur de l'association de jumelage Bergerac/Kénitra (Maroc,) et **Abdelaziz LAKRIAA**, de la chambre d'agriculture de la région Rabat-Salé-Kenitra.

Le titre de cette séquence, animée par Valérie Péan (Mission agrobiosciences-Inra), fait référence au fameux printemps arabe, mais aussi au changement climatique qui semble affecter tout particulièrement le pourtour méditerranéen. Ces deux points soulignent à la fois l'importance et la très grande fragilité de l'agriculture dans ces pays, aux plans économique, social, culturel et politique.

Pour ceux qui s'en souviennent, en juillet 2010, les Controverses Européennes, alors à Marciac, avaient souligné la carence des politiques agricoles et rurales dans cette partie du Monde<sup>1</sup>, quelques mois avant la révolution de jasmin en Tunisie. Huit ans après, où en est-on ? Gaston Berger préconisait, avant de parler d'avenir, d'analyser d'abord en profondeur la situation. C'est ce que nous nous proposons ici de faire : être lucides au présent pour ne pas être aveugles au futur.

---

<sup>1</sup> [La Méditerranée au coeur de l'Europe : sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords](#). Juillet 2010.

**Mustapha Jouili, vous êtes spécialiste des questions agraires et de l'avenir des paysanneries du Sud. Depuis la révolution de jasmin, qui a éclos notamment en raison d'une crise des prix mondiaux et d'émeutes de la faim, y a-t-il des évolutions marquantes au plan agricole et lesquelles ?**

**Mustapha Jouili :** Tout d'abord, pour moi, ces appellations, « révolution de jasmin », « printemps arabe », sont purement médiatiques. En Tunisie, nous parlons en fait de la « révolution de la dignité ». Ensuite, pour répondre à votre question, un collègue sociologue, Habib el Haïd, a mené une série d'enquêtes dans les régions agricoles du Nord. Parmi les personnes interrogées, il y avait une femme obligée de faire une dizaine de kilomètres pour aller chercher de l'eau potable. Et cela une dizaine d'années après la révolution. Ce sont toujours les mêmes problèmes, l'accès à l'eau, à la terre, aux aides publiques, à l'encadrement... Le modèle économique n'a pas changé.

Mais revenons aux origines de la révolution. Avec Omar, dans la revue *Maghreb Machrek*, nous avons montré que ce mouvement prenait sa source dans le rural. Ce n'est pas un hasard si les premières manifestations ont commencé à Sidi-Bouزيد, là où s'est développée l'agriculture irriguée, fortement soutenue par l'État jusque dans le milieu des années 1990. Or, rapidement, ce modèle a atteint ses limites, avec la rareté de l'eau et le désengagement des pouvoirs publics. Cela s'est traduit par la crise des politiques agricoles, mais aussi d'un modèle de développement économique basé sur deux piliers fondamentaux : le Programme d'ajustement structurel et les accords d'association avec l'Union européenne. Or aujourd'hui, règnent les mêmes orientations ! Un programme de réajustement structurel imposé par le FMI, axé sur la dévaluation, l'effacement de l'État, l'élimination des subventions, la priorité aux exportations, etc.

**Non seulement la révolution n'a pas permis le changement de modèle économique, mais il semble même qu'il y ait une paupérisation de la Tunisie.**

**M.Jouili :** Oui, les indicateurs le confirment : il y a plus de chômage, surtout en milieu rural, un taux

d'inflation terrible, et même un mouvement d'abandon des terres et des puits d'irrigation.

**Et puis, il semble que la corruption soit toujours à l'œuvre...**

**M. Jouili :** Ce n'est pas un phénomène nouveau, mais il se maintient puisque les structures et les classes économiques sont toujours au pouvoir : des hommes d'affaires, des lobbies d'import-export dominant presque toutes les institutions. Une classe économique fondamentalement néolibérale qui se base en partie sur l'idéologie islamiste.

**Avant de poursuivre ce tour d'horizon, pourrait-on illustrer le poids de l'agriculture dans ces pays, en termes d'emplois, de P.I.B, mais aussi l'importance des achats alimentaires dans le budget des familles et des États. Omar Bessaoud, vous qui avez une vue d'ensemble sur le Maghreb, voudriez-vous nous donner des précisions sur ce point ?**

**Omar Bessaoud :** Il est vrai que dans les pays du Maghreb, l'agriculture et le monde rural sont encore très importants. Le secteur représente 10 à 12 % du P.I.B. en Tunisie et en Algérie, Pourcentage qui évolue en fonction des précipitations. Au Maroc et en Egypte, la part de l'agriculture est encore plus importante, soit environ 15 % du P.I.B. Du point de vue de l'emploi, le rôle de l'agriculture est primordial : près de 40 % de la population active au Maroc ; plus de 25 % en Egypte ; 12 à 15 % en Algérie et en Tunisie. Et, partout, la population rurale augmente en termes absolus. En revanche, l'offre en produits de base reste très déficitaire : tous ces pays connaissent une balance commerciale agricole négative et sont fortement dépendants sur le plan des céréales, notamment l'Algérie, qui est le premier importateur mondial de blé dur, le troisième pour le blé tendre, le deuxième pour la poudre de lait.

Enfin, n'oublions pas que l'alimentation représente près de la moitié des budgets des ménages.

**Vous mentionnez la dépendance de la région à l'égard des importations agricoles. Or, celle-ci pourrait encore s'accroître pour atteindre 50 % d'ici à 2050, selon une récente étude de l'Inra.**

**O. Bessaoud :** Oui, pour les productions alimentaires de base. Car même si l'on dit que la Tunisie frôle l'autonomie alimentaire ou que la production laitière augmente au Maroc, la dépendance persiste en amont, pour les aliments du bétail en particulier et les céréales secondaires. Quels que soient leurs efforts, ces pays ne parviendront jamais à l'autosuffisance alimentaire en raison de la rareté de l'eau et des superficies cultivables ! Ils sont situés dans un triangle aride et semi-aride et les conditions climatiques s'aggravent d'année en année. Même si les surfaces irriguées progressent, on observe partout un processus de dégradation des terres arables et des ressources en eau.

Cette dépendance est-elle vraiment un problème ? Prenons les statistiques au niveau mondial : 14 pays qui étaient encore récemment exportateurs nets de produits agricoles sont devenus importateurs nets. C'est-à-dire que le nombre de pays dépendants augmente en raison notamment de leur croissance démographique.

Pour moi, le problème n'est pas là, mais plutôt dans les capacités financières, les richesses que peuvent ou non créer ces pays pour s'approvisionner auprès de régions du Monde mieux dotées en ressources, ayant des agricultures plus productives qui dégagent des excédents. L'enjeu, c'est donc le modèle de développement économique. Prenez le Japon, les pays de l'Union européenne ou la Suisse, tous importateurs nets de produits agricoles pour environ 80 milliards de dollars par an. Ces pays ne connaissent pas pour autant d'insécurité alimentaire compte tenu de leur puissance économique ou financière.

**Najib Akesbi, pouvez-vous compléter ce panorama avec le Maroc ? vous pouvez également, bien entendu, réagir aux derniers propos.**

**Najib Akesbi :** Autant je partage le constat de départ, autant, il y a plus matière à controverser sur ce que vient de dire Omar. Vous savez, certains parlent d'unité dans la diversité, nous, au Maghreb, nous parlons d'unité dans l'adversité. Et nous avons effectivement à peu près les mêmes problèmes : une population rurale encore importante mais pauvre ; des agricultures qui n'arrivent plus à nourrir la population et qui ne génèrent pas suffisamment de revenus pour permettre aux producteurs de vivre de leur travail.

Résultat, ils travaillent en plus comme salariés dans la ferme d'à côté ou en faisant des petits boulots non agricoles. Surtout, ajoutons à ce panorama la question de l'exode et des migrations. Je voudrais qu'on comprenne bien cette articulation extrêmement étroite entre ce que nous sommes et ce que vous êtes.

Ensuite, Omar, il me semble que le problème n'est pas qu'une question de ressources financières. La dépendance alimentaire est aussi une question de mode de production. On a coutume de dire : la sécurité alimentaire, ça a un coût, cela n'a pas de prix ! Là est le vrai problème. Quelle est la grande différence entre nos pays et le Japon ? Le modèle agricole ! Nos agricultures ne sont pas suffisamment productives, en dépit des modernisations et des programmes d'ajustement structurel.

Je vais évoquer la situation du Maroc pour être plus clair encore. En France, les agriculteurs, qui représentent 2 % de la population active, parviennent à exporter dans le monde entier ; au Maroc, les 40 à 45 % de population active agricole ne génèrent que 15 % du P.I.B. La productivité est catastrophique. Dans votre histoire récente, la population rurale est partie en ville et cette force de travail a été absorbée par l'industrialisation. Ce n'est pas le cas chez nous. Du coup, nos populations désœuvrées viennent chercher du travail chez vous.

**Merci Najib pour ce premier point. Abdelaziz, vous venez justement d'une région agricole du Maroc, souhaitez-vous apporter des précisions ?**

**Abdelaziz Lakriaa :** Je suis tout à fait d'accord avec Najib, mais il y a des exceptions. Ainsi, ma région, celle de Rabat, Salé, Kenitra, correspond à une zone irriguée. 80 % des agriculteurs ont une superficie de moins de 5 hectares, mais ils y pratiquent une agriculture très diversifiée : élevage, céréales, maraîchage. Cela dit, il est vrai que ces petits producteurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Pourquoi ? D'abord en raison des aléas climatiques en zone semi-aride. Ensuite parce qu'au niveau de la commercialisation, c'est la multitude d'intermédiaires qui profite du travail de l'agriculteur.

**A tous vous écouter, le changement climatique semble être décidément un des phénomènes majeurs de fragilisation de cette région. Mais**

**terminons ce tour d'horizon des rives méditerranéennes en abordant le Moyen-Orient. Pierre Blanc, vous portez un regard sur la géopolitique des ressources, ainsi que sur la question alimentaire en tant que facteur d'insécurité politique. Vous souhaitez, je crois, aborder le cas de la Syrie.**

**Pierre Blanc :** Oui, mais avant, permettez-moi deux remarques. D'abord, nous faisons un peu trop souvent le raccourci entre l'insécurité alimentaire et l'éclosion des révolutions en 2010. Or, c'est beaucoup plus complexe que cela. Il est vrai que dès janvier 2011, presque tous les pays arabes ont augmenté leurs subventions aux importations de produits alimentaires, en réponse à ce qu'ils pensaient être des révoltes de la faim parce qu'ils étaient bien au fait de leur dépendance alimentaire. Mais ce faisant, leur lecture des soulèvements était partielle voire erronée. Ces mobilisations sociales ont eu en effet bien d'autres moteurs, en particulier une demande de dignité, 'karama', par rapport aux États autoritaires et corrompus. Deuxième remarque, quand on articule l'insécurité alimentaire et le risque d'insécurité politique, cela voudrait dire en creux qu'il faudrait établir la stabilité de ces États, lesquels sont autoritaires. Or les responsables de l'insécurité alimentaire sont les pouvoirs eux-mêmes.

**Quant au Moyen-Orient, il connaît en plus la contrainte géopolitique du partage de l'eau...**

**P. Blanc :** Prenons effectivement la Syrie, qui se trouve dans une crise systémique qui pourrait se produire ailleurs. Nous savons que depuis 2011, la révolte a basculé dans une guerre civile, avec la brutalisation opérée par le régime de Bachar el-Assad ainsi que par les ingérences, en particulier des pays du Golfe et de l'Iran. Je ne reviens pas là-dessus, mais sur ce qui s'est passé avant, en particulier sur un épisode qu'on a appelé « la sécheresse syrienne » qui donne à comprendre quelque chose de tragiquement intéressant. Il faut savoir que la Syrie avait fait de l'autosuffisance alimentaire en céréales un élément central de son agenda politique. Elle voulait prendre place dans les pays du front contre Israël et, pour cela, ne plus dépendre de l'aide alimentaire américain. Et elle a réussi, parvenant même à exporter une partie de sa production

agricole. Et puis, de 2006 à 2010, arrive une sécheresse terrible. La production de céréales chute de moitié. De son côté, le régime tarde à faire appel au programme alimentaire mondial – en 2008 - car c'est là un aveu de faiblesse. S'ensuit une accélération des migrations internes déjà engagées depuis le début de la décennie 2000 dans un contexte de crise rurale déjà bien présente.

**Mais cette sécheresse est un phénomène assez récurrent. Cela signifie que dans cette région du Moyen-Orient, les occurrences s'accroissent ?**

**P. Blanc :** Oui. Et il y a eu des facteurs aggravants, en particulier des facteurs politiques. J'insiste sur ce point : les crises et les solutions sont souvent politiques. Il n'y a pas de fatalité du ciel. Ces facteurs aggravants sont les suivants : les retenues et les prélèvements d'eau qu'a multipliés la Turquie le long de l'Euphrate, réduisant son débit en aval, c'est-à-dire en Syrie. Par ailleurs, le pouvoir syrien lui-même a fait montre d'impéritie, en ne maîtrisant pas l'essor démographique et, surtout, en ratant sa diversification économique. En l'absence d'industrie manufacturière, comme l'a souligné Najib, la population active agricole, qui a doublé entre 1965 et 2005, s'est retrouvée en quelque sorte assignée à résidence. Les paysans qui avaient reçu des terres dans le cadre de la réforme agraire, ont vu leur actif foncier décroître deux générations après les grandes vagues de redistribution. Ensuite, le régime a également échoué en grande partie dans sa gestion de l'eau. Le pays qui a fait de l'agriculture un élément central de sa doctrine politique – celle du Baas qui était au début un parti agrarien – a développé les aménagements hydrauliques mais a fermé les yeux sur les forages nouveaux des eaux souterraines, accordés de façon très arbitraire et clientéliste. Et quand les ressources de surface de l'Euphrate ont diminué, on s'est rendu compte que les nappes phréatiques, surexploitées, n'étaient pas en mesure de pallier le déficit hydrique. Cela met en lumière le lien entre la nature autoritaire du régime et le mésusage des ressources, lien qu'on retrouve bien au-delà du cas particulier de la Syrie.

**Et puis, il y a aussi l'abandon de certaines régions qui, là aussi, n'est pas propre à la Syrie.**

**P. Blanc** : Effectivement. Cet abandon est dû aux effets de la sécheresse qui se sont surtout fait ressentir dans ce qu'on appelle la Djézireh, au nord-est du pays, une région disqualifiée dans la construction territoriale syrienne. Le pouvoir avait en effet plutôt privilégié la Syrie utile, entre Dera et Alep. La Djézireh était une région oubliée, au même titre que Sidi Bouzid en Tunisie, la Bekaa libanaise ou le Rif marocain.

Dernier point, à la portée tout aussi universelle, le régime syrien, qui avait fait le choix du socialisme arabe, s'est transformé en thuriféraire du néo-libéralisme dans les années 2000, cessant de subventionner les engrais, par exemple. Cette libéralisation a aggravé la situation des paysans au moment de la sécheresse. Et je crois savoir que la Syrie n'est pas la seule à avoir pris ce virage. J'ajouterais même que ce modèle libéral appliqué par des régimes autoritaires, c'est la porte ouverte à la prédation la plus totale. C'est ce qui s'est passé en Syrie où d'ailleurs le cousin de Bachar Al-Assad était en train de racheter des terres dans la région du Ghab à la veille de la révolte. Nous étions bien loin des intentions premières du parti Baas qui avait fait des paysans son allié privilégié.

**Omar Bessaoud** : Je suis d'accord avec Pierre. Je rappelle que le régime syrien s'est d'abord appuyé sur la paysannerie et a mené d'importantes réformes agraires. Mais, à partir de 2003, sur injonction de la Banque mondiale et du F.M.I., le pouvoir a mené une contre-réforme agraire, a dissout les coopératives, restitué les terres, rétabli une alliance avec la grande propriété foncière, ces prédateurs qui ont conduit des dizaines de milliers de gens sur les routes de l'exode et de la révolte. Même chose en Egypte avec la contre-réforme agraire de Moubarak. C'est vrai que c'est politique. Mais n'oublions pas que toutes ces politiques néolibérales conduites dans le cadre de politiques de réajustement ont été un vecteur d'accélération des révoltes !

**Nous avons donc vu qu'il y avait de puissants facteurs d'insécurité : changement climatique, guerre de l'eau, raréfaction des terres, migrations, emploi des jeunes, nature des institutions, crises budgétaires... Je voudrais à présent donner la parole à Moulay, pour lancer un autre sujet de réflexion, sur les relations entre l'Union européenne et les pays du Maghreb.**

**Moulay Lâarabi el Hachimi** : Merci pour cette invitation. Il ne faut pas en effet cloisonner l'Europe, la séparer de ces pays méditerranéens qui sont à vos portes. Car un séisme peut très bien survenir à des milliers de kilomètres et finir par vous atteindre. Personne n'est épargné. Même quand on parle de sécurité alimentaire. Les fléaux que nous vivons actuellement, les guerres, la pauvreté, le terrorisme, ont partie liée avec l'agriculture. De même, les fléaux environnementaux, les changements climatiques, l'usage des pesticides, provoquent des exodes ruraux. Aussi, si l'on veut réfléchir à ces sujets, faut-il penser global. Lorsqu'on pense global, on peut trouver des solutions, non pas pour nous seuls, mais également pour les autres.

**Et si l'on est cynique, vous êtes le miroir grossissant de ce qui peut nous arriver dans les années à venir, notamment sur le revenu des agriculteurs. Najib, vous souhaitiez reprendre la parole...**

**Najib Akesbi** : Oui. Car je rappelle le titre de cette séquence : « Quelle nouvelle saison ? ». Vous avez fait allusion au printemps arabe qui s'est traduit au Maroc par le Mouvement du 20 février (2011). Sept ans après, où en est-on ? Depuis trois mois, 60 % de la population boycotte des marques de lait, d'hydrocarbures, et d'eau, car ce sont des monopoles ou des oligopoles.

Mais ce que les gens contestent en réalité, c'est un système qui entretient un mariage incestueux entre la politique et l'argent. C'est cela qui a donné lieu, sous différentes formes, à ce qu'on a appelé le printemps arabe. Il y a une énorme mascarade, avec la banque mondiale, les institutions internationales, les régimes en place, qui nous prônent le marché du matin au soir et nous disent qu'on est dans un système ouvert, que l'entrepreneur est le dieu du XXIème siècle. Car quand le commun des citoyens va sur le marché pour acheter ses produits de base, il ne rencontre que la réalité de la rente ! En fait, les systèmes politiques sont devenus le premier obstacle au développement économique de ces pays. Vous posez la question de la coopération. La responsabilité du Nord est considérable. Mais je ne suis pas de ceux qui rejettent la faute systématiquement sur les autres. Les problèmes sont d'abord chez nous et ils sont entretenus par les accords de coopération.

**Je me tourne vers les autres intervenants de cette table ronde. Quelle est selon vous la saison à venir pour les pays méditerranéens ?**

**Omar Bessaoud :** Il faut d'abord identifier les forces sociales qui peuvent la porter. Aujourd'hui, au Maghreb, les transitions structurelles économiques sont orphelines de révolutions industrielles à même de procurer des emplois et générer davantage de richesses. Car les gisements de rente perdurent, continuant à dicter leur politique. La corruption est nourrie par des formes d'accès à l'argent public – les crédits, les subventions -, via les banques, au profit de pseudo-entrepreneurs. Ensuite, ces positions de rente sont assises sur les marchés, internes et externes, nourrissant les petits métiers de vente de produits chinois, sud-coréens, européens, etc. Et puis, les classes dominantes dans nos pays qui, faute d'industrialisation, monopolisent le commerce extérieur, utilisent les rentes acquises pour 'investir' dans l'immobilier urbain et pérennisent leur position en disputant aux agriculteurs l'accès aux ressources foncières et à l'eau.

**Rappelons en effet qu'il y a dans ces pays des concessions agricoles et des constitutions d'exploitations de 30 000 à 35 000 hectares acquises le plus souvent par des urbains.**

**O. Bessaoud :** Oui, avec des passe-droits ! C'est une vieille tradition du Maghreb : la bourgeoisie citadine aime posséder des terres agricoles pour pérenniser les revenus. Au point que les régimes politiques en place se sont attaqués à quelque chose que le colonisateur n'a pas pu faire : aux biens fonciers communs, aux terres collectives des steppes, soit 30 millions d'hectares en Algérie, 20 millions au Maroc, et peut-être une dizaine de millions en Tunisie. Comme on y a découvert des ressources hydriques souterraines, les terres ont été données en concession pour forer et exploiter cette eau au détriment des agriculteurs et des agropasteurs. C'est un phénomène massif, avec la reconstitution de classes de propriétaires absentéistes. Via les fameux partenariats public privé, on démantèle en Algérie les fermes d'État, qui avaient été nationalisées dans le cadre de la réforme agraire des années 1960-70 et récupérées sur les terres coloniales.

Toute cette politique repose donc sur trois piliers : les banques publiques, les surprofits du commerce et la législation foncière. Sont-ils en mesure de formuler un projet d'avenir pour nos populations et nos peuples ? Impossible ! D'ailleurs, les politiques publiques agricoles et rurales (le plan 'Maroc vert' et autres plans de modernisation agricole de la Tunisie, d'Égypte ou de Syrie) sont essentiellement dédiées aux entreprises et firmes agricoles. Le paysan, on n'en entend plus parler. Le mot arabe qui le désigne, « fellah », a disparu du vocabulaire, des textes officiels et des agendas politiques.

**Moulay Lâarabi el Hachimi :** Bien sûr, cette situation a donné naissance au printemps arabe, sans pour autant disparaître. Mais n'est-il pas temps de regarder les choses autrement ? Comment peut-on sortir de ce sombre diagnostic ? Le Maroc s'est lancé dans un processus de régionalisation avancée. Malheureusement, un grand nombre de ressources naturelles, minières ou hydriques, restent centralisées au niveau de l'État. C'est à lui qu'appartient le sous-sol. C'est lui qui donne les autorisations d'exploitation. Cela échappe au processus démocratique. Mais il nous faut chercher les solutions, des solutions douces. Il faut repenser les choses, et pousser au changement sans violences ni dégâts.

**Mustapha Jouili :** J'enchaîne sur ce qu'a dit Omar concernant la nouvelle classe de nantis urbains qui se forme dans presque tous les pays du Maghreb. En Tunisie, toutes les politiques agricoles vont dans le sens d'une liquidation de la paysannerie au profit de ces nouvelles catégories d'investisseurs agricoles. Ce sont généralement des professions libérales, des commerçants, des avocats, des médecins, des hauts fonctionnaires. Et, bien sûr, toute la production est orientée vers l'exportation. Cela a commencé au milieu des années 1990, à la fin de la deuxième phase du programme d'ajustement structurel, lors des réformes libéralisant l'accès aux ressources hydriques, ce qu'on appelle le Code des eaux. De nouveaux investisseurs se sont installés sur les périmètres irrigués et ont dominé cette production agricole. Depuis, les orientations n'ont pas changé. Il y a quelques semaines, le ministre de l'agriculture a déclaré que la Tunisie n'avait plus intérêt à faire de l'élevage ni à produire des céréales, faute de rentabilité. Selon lui, il vaut mieux financer les

importations. Mais en contrepartie, que peut exporter la Tunisie ? Le changement climatique n'est pas pris en considération dans les orientations politiques et nos exportations sont exclusivement basées sur les productions irriguées. Lesquelles atteignent péniblement 10 % de la superficie agricole utile. Ce sont essentiellement des fruits, des légumes, des dattes mais aussi l'huile d'olive, ce qui est nouveau. Or nous sommes face à la dégradation des ressources en eau et de la fertilité des terres, au point que certaines études estiment que, d'ici 2030, la Tunisie va perdre 50 % de son potentiel irrigable. Certaines oasis sont menacées de disparition. Cela signifie qu'il n'y aura plus de production de dattes, concentrée dans les régions de Tozeur et de Kébili, lesquelles ont atteint un taux de mobilisation de 400 % de la nappe phréatique.

### **Pierre, vous hochez la tête. L'eau est un sujet géopolitique essentiel...**

**Pierre Blanc :** Je hoche la tête effectivement, car je suis d'accord avec tous ces propos. J'aimerais compléter ce qu'ont dit Omar et Mustapha sur les rentes, la terre et l'eau. Au Moyen-Orient aussi, les politiques publiques s'orientent clairement vers une agriculture de spéculation, au prétexte qu'il faut gagner des terres sur le désert ou redynamiser la terre dans des régions en crise, comme je l'ai évoqué avec les achats opérés par le cousin de Bachar Al-Assad, Rami Makhoul : une des plus grandes fortunes syriennes qui avait commencé à racheter les terres dans la région du Ghab sur le fleuve Oronte aux petits paysans devenus précaires. Dans ce cas comme dans d'autres, c'est un rouleau compresseur porté par des politiques publiques.

Omar, tu as parlé de la contre-réforme agraire en Égypte. Celle-ci était totalement assumée. J'ai même entendu quelqu'un du ministère de l'agriculture égyptien, affirmer qu'il fallait se débarrasser de la paysannerie des anciennes terres du Nil et, pour ce faire, libérer les loyers afin que seules les grandes entreprises puissent les assumer.

### **Sur l'eau, pourriez-vous donner des exemples de situation de rente ?**

**P. Blanc :** Deux exemples d'hydro-hégémonies avérées et très inquiétantes. Israël sur le Jourdain,

qui contribue fortement à entraver l'agriculture palestinienne et même l'agriculture du Sud Liban et de la Syrie. Et la Turquie avec l'Euphrate et le Tigre. Je suis très inquiet en la matière. Ce pays développe un vaste projet hydro-agricole dans le Sud-est anatolien. Si ce projet va à son terme, cela conduira à réduire considérablement le débit des deux fleuves, privant en aval les paysans syriens et irakiens de leur eau ! L'un des responsables politiques m'avait répondu : ce n'est pas gênant, on va produire l'alimentation pour eux. Il avait oublié que ce n'est pas qu'une affaire d'alimentation, et que l'agriculture irriguée pour les pays en aval produit une part importante de la valeur ajoutée, et, partant, assure une certaine sécurité économique et sociale. Ces développements de l'irrigation en Turquie vont énormément compliquer la reconstruction syrienne.

### **Et sur la nouvelle saison possible de cette région du Monde ?**

En la matière, au pessimisme de l'intelligence, on peut opposer l'optimisme de la volonté, selon l'expression de Gramsci. Mais cet optimisme de la volonté passe par la volonté des peuples, et non pas des sujets comme ils ont été trop longtemps considérés. La clef est là, dans la véritable souveraineté des peuples, qui doit guider la transformation institutionnelle de ces pays.

Si l'on prend les temps longs de l'histoire, les sociétés de confiance (Ndlr : confiance mutuelle accordée entre l'Etat et les individus) ont émergé à la faveur de transformations institutionnelles : l'Angleterre au XVIIe siècle a révolutionné sa constitution (instauration de la monarchie constitutionnelle), donnant lieu à un essor de son économie, relayé ensuite par l'impérialisme. De même, l'essor économique des Pays-Bas est issu de leur révolte contre la monarchie espagnole, quand ils sont parvenus à se libérer de Charles Quint. Plus récemment, le Japon doit le début de son développement à ses réformes institutionnelles du XIXe siècle. Enfin, je reviens d'une mission au Cap-Vert, l'une des démocraties qui fonctionne le mieux en Afrique. Eh bien, le Cap-Vert, pourtant sans ressources, commence à être un exemple de développement économique. Autrement dit, dans les régimes contraints du Maghreb et du Machrek, la clef est institutionnelle.

**Les échanges avec le public**

**« Le problème, c'est que nous avons  
été de bons élèves »**

**Sylvie Bonny**, *chercheuse Inra*: Ma question s'adresse surtout à Omar Bessaoud afin qu'il donne des pistes d'avenir. Pendant 50 ans, l'Algérie



a fait reposer son économie sur le pétrole. Y a-t-il eu des efforts de diversification ?

D'autre part, il me semble que quelques Algériens, dans le sillage de Pierre Rabhi, s'intéressent désormais à l'agroécologie. Est-ce là une piste réelle?

Enfin, les villes, dont Alger, ont des problèmes d'eau potable. En ce sens, les usines de dessalement d'eau de mer sont-elles pertinentes pour alimenter les métropoles qui bordent la Méditerranée ?

**Omar Bessaoud :** Cela fait des années qu'on développe un discours sur la diversification. Pour autant, le pétrole aujourd'hui représente 98 % des recettes financières de l'Algérie et 60 % du budget de l'État. Or ce n'est pas un secteur créateur d'emplois. Il s'agit donc là encore d'une économie rentière.

Sur la prospective, ce sont des sociétés encore bloquées qui n'ont pas encore fait leur révolution industrielle ni progressé dans la mise en œuvre d'une économie de la connaissance. Et pourtant, l'Algérie, tout comme les pays voisins, dispose d'un capital humain appréciable, de bassins de formation universitaire et d'une élite scientifique et technique. Cette année, nous avons eu près de 800 000 candidats au Bac ! C'est énorme. Et des centaines d'ingénieurs arrivent sur le marché du travail, qu'ils soient polytechniciens, informaticiens, agronomes, etc. Malheureusement, ils migrent faute de débouchés. Dans ce contexte, nous sommes encore dans un modèle d'exploitation minière de nos ressources naturelles.

### *En panne d'avenir*

Ce qui se profile ? Avant de parler d'avenir, trois ou quatre grands défis se posent à nos pays.

Le premier, c'est l'emploi des jeunes. N'oublions pas que près de 70 % de nos populations ont

moins de 30 ans. En Tunisie, le taux de chômage des jeunes atteint 40 %. Deuxième défi, le changement climatique. Dans certaines régions de l'ouest du Sahara algérien, Touat, Gourara, Adrar, Timimoun, les températures ont récemment frôlé les 67°C. Jamais de mémoire d'homme nous n'avions atteint ces températures. Sans oublier les

accidents climatiques récurrents : inondations, sécheresses, coups de froid qui détruisent les récoltes et le bétail. C'est l'un des points les plus chauds en Méditerranée et dans la perspective 2100, si rien n'est fait, nous devrions connaître entre 2,5 et 4°C d'augmentation en moyenne. Cela va impacter les ressources en eau : 20 % de baisse des précipitations sur les trente ou quarante prochaines années. Du fait de ce stress hydrique, des déplacements massifs de populations sont à prévoir : 80 à 100 millions de personnes d'après le dernier rapport de la Banque Mondiale. Aujourd'hui le Maghreb est non seulement une région de transit de population subsaharienne, mais il est aussi une terre d'émigration. Face à tout cela, les classes dominantes sont en panne de projet d'avenir. Et même s'il y a des mouvements sociaux, nous n'avons pas encore de forces politiques suffisamment organisées pour produire un changement majeur sur les vingt prochaines années. A moins d'une révolution !

**Moulay Lâarabi el Hachimi :** Pour le Maroc, les défis environnementaux sont colossaux. Juste un chiffre : en 2015, le coût de la dégradation de l'environnement a atteint 3,5 % du P.I.B. Le coût de la dégradation de l'eau, c'est douze milliards de dirhams annuels. Et on utilise généralement des eaux usées les mois d'été pour irriguer les grandes exploitations fruitières... En de nombreux endroits, l'eau est polluée, même au niveau de certains barrages, ce qui pose aussi des problèmes de santé.

**Pierre-François Vaquié, fédération nationale des CUMA :** J'ai bien aimé ce que vous avez dit sur l'effacement du fellah, du paysan. Je pense que ça pourrait être un sujet de controverse, cet effacement dans nos débats sur l'agriculture.

Je ne connais pas trop le Maghreb, aussi pourriez-vous expliquer aujourd'hui les raisons pour lesquelles il n'y existe pas de syndicats agricoles ? Est-ce lié à l'histoire, à la sociologie, à la politique ? Or peut-être cette construction collective des agriculteurs leur permettrait d'interpeller les politiques publiques et de leur donner une capacité émancipatrice.

**Pierre Blanc :** Évidemment je crois beaucoup dans les mobilisations des agriculteurs pour transformer leur réel. Et, dans ces régions, il est frappant de constater que l'atomisation des

paysans constitue un moyen de surveillance. Ou alors on crée un syndicat d'État, comme ce fut le cas en Syrie, ce qui est une autre façon de contrôler le pays. En revanche, après 2011, on a assisté en Égypte et en Tunisie à une éclosion de syndicats. C'est bien la preuve qu'une libéralisation politique – hélas momentanée dans le cas de l'Égypte - ouvre vers une syndicalisation paysanne, laquelle est une clé pour cet optimisme de la volonté dont je parlais précédemment.

**Mustapha Jouili :** En Tunisie, nous avons deux organisations syndicales agricoles. La plus ancienne, fondée au temps de la colonisation, c'est l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, syndicat qui représente en fait les intérêts des grands propriétaires fonciers et qui a prédominé jusqu'en 2011. Normal, la loi stipulait que pour accéder aux aides, il fallait obtenir une attestation, via l'adhésion à l'U.T.A.P. Depuis, un deuxième syndicat est né, lequel est loin d'être représentatif des paysans, puisqu'il regroupe principalement les nouveaux promoteurs agricoles dont on vient de parler.

Si les paysans ne disposent pas d'organisation syndicale, c'est pour trois raisons fondamentales. D'abord l'appauvrissement et l'analphabétisme qui règnent dans le monde rural -presque 40 à 45 % des exploitants agricoles sont totalement analphabètes. Ensuite, l'âge moyen des exploitants, qui frôle les 60 ans. Sachant que plus de 40 % des agriculteurs sont plus âgés ! Enfin, les forces progressistes, qui sont normalement porteuses d'un projet alternatif, n'ont jamais essayé d'explorer les régions rurales.

**Moulay Lâarabi el Hachimi :** Au Maroc, il y a une deuxième chambre parlementaire, la chambre des conseillers, dédiée aux représentants élus au suffrage indirect des artisans, des salariés, des collectivités territoriales. Les agriculteurs y sont représentés par les membres des syndicats. Mais ils ne peuvent pas véritablement légiférer et donc changer le vécu des gens, les lois sont fabriquées ailleurs, par d'autres.

### *Se draper dans l'islamisme ?*

**Daniel Garrigue, maire de Bergerac :** Vous avez parlé du parti Baas. A l'origine, une des volontés du Baasisme, sorte de socialisme arabe, était de

redéfinir les relations avec l'islam en affirmant pour partie une certaine forme de laïcité. Même si le Baasisme a été détourné de ses ambitions d'origine, n'est-ce pas de ce côté là que se trouve la réponse à la relation entre les États-Nations et l'islam ?

**Omar Bessaoud :** Je laisserai à Pierre la question du Baasisme et de ses rapports à l'islam. Je veux simplement dire que dans toutes les économies rentières, la première d'entre elles étant l'Arabie Saoudite, on se drape dans l'islamisme : dans ce pays berceau de l'islam, on affirme « Dieu nous a pourvus de ces richesses ». Ce discours wahhabiste s'est diffusé dans les pays du Maghreb. Dans le fond, c'est à l'image de la noblesse féodale et rentière de l'occident médiéval qui se cachait derrière le catholicisme. Mais, dans nos pays, à la différence de l'Europe, ce sont les politiques qui utilisent les religieux et instrumentalisent la religion. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on construit autant de mosquées qui concurrencent l'école et que le seul ciment de la société, c'est la religion ou ce qui lui tient de discours.

**Pierre Blanc :** Le parti Baas, fondé par Michel Aflak et Salah Eddine Bitar, prend racine dans ce qu'on a appelé la « Nahda », la renaissance arabe, avec cette idée qu'il fallait dépasser l'assignation communautaire via le nationalisme arabe. C'était une très belle intuition, portée d'ailleurs par un chrétien et un musulman. Dans les écrits de Michel Aflak, il est souvent fait référence à l'islam, non pas en tant que « charia », loi islamique, mais comme facteur civilisationnel qui a permis au monde arabe d'atteindre une apogée.

Malgré les belles intuitions du début, le Baas a été pris en otage par des factions communautaires, surtout familiales et claniques : la famille Assad et une partie de la famille Alaouite en Syrie, la famille Hussein et le clan des Tikriti sunnites en Irak. Le Baas s'est peu à peu vidé de sa substance à cause de ses dirigeants eux-mêmes. Cette idéologie du dépassement communautaire a ainsi échoué sur ce plan. J'irais plus loin : je pense que par essence, elle est un peu dangereuse car elle comporte un risque d'exclusion pour les non-arabes : les Kurdes, les Kabyles... C'est la même chose pour le sionisme d'ailleurs : qui n'est pas juif n'a pas lieu d'existence de plein droit dans un État juif. L'enjeu actuel, en ces temps de repli identitaire, serait de retrouver

des projets collectifs dépassant les assignations claniques, un nouveau Baas pour le monde arabe.

**Mustapha Jouili** : Il y a une montée de l'islamisme dans les pays arabes, en particulier en Tunisie où le parti islamiste Ennahda participe au gouvernement. Que s'est-il passé ? Le printemps arabe était l'expression d'une crise sociale, économique mais aussi politique. Les classes au pouvoir, ne parvenant toujours pas à faire accepter les orientations à caractère libéral, ont cherché à draper un programme inchangé dans un discours en apparence différent, en faisant appel aux islamistes, lesquels sont fondamentalement des libéraux. En Tunisie, comme en Egypte ou en Algérie, les bases sociales des partis islamistes se trouvent en effet dans trois activités : la spéculation immobilière, l'informel et la finance.

**Pierre Blanc** : Un point supplémentaire. Si l'on prend un peu de recul, le Hezbollah libanais chiite est né indirectement du « mouvement des déshérités » (1974), ces paysans qui subissaient la loi foncière de propriétaires de leur propre communauté. Ce même mouvement a ensuite créé la branche armée Amal, dont une partie – Amal islamique - est devenue le Hezbollah. Autrement dit, derrière le fait religieux, l'analyse profane des conflits fait apparaître une réalité sociale. On trouve cela aussi ailleurs, notamment en Haute-Egypte où l'islamisme a croisé le destin de paysans déshérités.

### *Sur quel pied danser ?*

**Philippe Baret, ingénieur agronome (Louvain)** : Tout en étant d'accord avec vous sur la dimension extrêmement politique des crises, qu'avez-vous à dire sur les modèles techniques. Y a-t-il des modèles techniques alternatifs ? Je ne suis pas très convaincu de l'agroécologie à toute petite échelle de Pierre Rabhi, mais c'est un autre débat. Vous avez parlé également de la dépendance aux importations et de l'obligation d'être dans une économie d'échanges. Comment construit-on un échange cohérent avec les besoins du Maghreb, et, en même temps, équitable ? Y a-t-il un cadre institutionnel idéal ou fait-on avec les lois du marché ?

**Najib Akesbi** : Le modèle technique, c'est le modèle agro-exportateur, la théorie des échanges

comparatifs. On nous a dit que nous étions dotés d'un certain nombre d'avantages, en terme de ressources naturelles et de force de travail, et que nous étions donc bien placés pour produire des légumes et quelques fruits.

C'est doublé par le modèle productiviste, qui plus est celui de la P.A.C. version années 1960, avant la découverte des dégâts environnementaux.

Le problème, c'est que nous avons été de bons élèves ! Nous avons affecté à ce modèle les rares ressources que nous avons, naturelles, financières, organisationnelles et humaines. Et nous sommes parvenus, au Maroc notamment, à bâtir un secteur des primeurs relativement compétitif. Le problème actuel, ce n'est plus la production, mais les débouchés ! Les Européens, qui ont impulsé cette agroexportation, nous opposent à présent leur protectionnisme ! Vous êtes libre-échangistes tant que ça vous arrange. Dès que nos exportations risquent de poser problème à vos producteurs, vous mettez en place quotas, calendriers, prix de référence, prix d'entrée, etc. Nous ne sommes pas les seuls à avoir des contradictions... Et croyez-moi, un des grands problèmes qui nous paralyse, c'est que nous ne savons plus sur quel pied danser. Faut-il faire ce que vous nous dites, au risque d'être bloqués par la suite ? Faut-il vous tourner le dos et passer alors pur de mauvais partenaires ? La contradiction, au Nord comme au Sud, c'est l'une des choses qu'on partage le mieux.

